

Ma patrie déchirée

Jacques Poisson

Volume 30, Number 1 (175), February 1988

Sept Québec

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/31527ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Poisson, J. (1988). Ma patrie déchirée. *Liberté*, 30(1), 32–35.

JACQUES POISSON

Ma patrie déchirée

Le récit autobiographique d'une relation à la patrie est un genre bien périlleux. Narcissisme! Hypermnésie! Mais, puisqu'il le faut...

J'appartiens à la génération qui orne ses souvenirs et stylise ses mémoires, qui a engrangé bien des illusions au cours des années, qui se résigne, tant bien que mal, à ne pas comprendre le destin mystérieux de notre peuple. Rien n'est jamais assuré, comme nous l'enseigne l'histoire des empires.

Ma relation au Québec a été marquée par un dialogue entre deux nationalismes chez mes parents. Le maternel, ouvert à la pensée des fondateurs du *Devoir*, avec une pointe de tendresse pour les souvenirs britanniques; le paternel, très réticent à l'égard de Bourassa et de ses successeurs, mais attentif à l'évolution du nationalisme en France... grand admirateur de Lemaître, de Barrès et de Bainville, et familier des lettres américaines. La maison regorgeait de journaux de tous bords, dans les deux langues. C'est de cette ambiance que me viendrait un nationalisme particulièrement soucieux des mentalités, des représentations, de la culture, de la langue, des idées, du sentiment patriotique (y compris ses déviations).

Mon intérêt se porte en ce moment sur le chauvinisme. Des études poussées en ce domaine me sembleraient de nature à nous éclairer sur notre situation, à développer notre résistance, à élargir nos horizons. Dans l'immédiat, ce sont les chauvinismes anglo-saxons qui piquent ma curiosité, mon esprit de recherche. Il faut dire que ce sujet m'a hanté quelque temps dès l'époque des études secondaires. Souvent je voyais sous ce jour la lutte interminable

entre le rameau français et l'un des rameaux anglais en Amérique.

Ma première angloise «patriotique» remonte à un affrontement entre élèves de collèges classiques et élèves de collèges scientifiques; ces derniers étaient déjà très perméables aux méthodes et aux manuels américains. Quant à nos échanges, on aurait pu les ramener à deux pseudo-équations. Collèges classiques: attachement à la culture française; collèges «scientifiques»: nette prédilection pour la culture américaine. C'était un coup dur pour nos juvéniles prétentions intellectuelles. Sans connaître les notions de *conditionnement* et de *déterminisme*, j'en entrevoyais l'attristante réalité. À quel fil tenait donc l'avenir d'une patrie? En l'espace d'un an ou deux, quelques-uns de mes camarades étaient devenus de véritables étrangers, sous certains rapports. Nos mots quotidiens n'avaient plus les mêmes résonances entre nous.

Peu à peu, les termes *autonomie pédagogique* et *indépendance nationale* se liaient obscurément dans mon esprit. Les circonstances y contribuaient sans doute. Le journal séparatiste, *La Nation*, créé par Paul Bouchard, exerçait une certaine influence. D'autre part, mon père évoquait parfois la tentation que les Français avaient connue de passer à un enseignement à l'allemande, puis la victoire sur le mouvement germaniste remportée de justesse à l'Assemblée nationale.

Plus tard, vers les débuts de ma vie professionnelle, je découvrais dans les services administratifs d'une grande société d'assurance une sorte de chauvinisme anglo-saxon d'un type nouveau pour moi, c'est-à-dire *militant*, ce qui le distinguait du nôtre. Il se manifestait par des vagues de rengaines qui magnifiaient le monde anglo-saxon et dépréciaient le nôtre. À cette époque, je ne pouvais distinguer *chauvinisme instinctif* et *chauvinisme mobilisé*.

Une rengaine bien typique me revient à la mémoire: *Le droit civil tue*. Le développement de ce thème, *grosso modo*, s'énonçait ainsi: une femme mariée dont la vie tient à une opération urgente est condamnée si le mari n'est pas là pour donner son autorisation écrite.

Le message était évident: il faut adopter le droit anglais pour des raisons humanitaires. Comme quoi le chauvinisme peut passer d'une forme bénigne à une forme perfide.

Si je mets en relief ce chauvinisme, ce n'est pas que je m'en scandalise, sachant que tous les peuples y sont exposés, mais bien parce qu'il exerce à la longue un effet abrasif sur l'identité québécoise. À ce titre, il pourrait être rangé, semble-t-il, parmi les instruments du «génocide en douce», quels qu'en soient le degré de conscience et le caractère délibéré.

En 1953 débutait au ministère des Affaires extérieures ma carrière en traduction. À Ottawa, les rengaines allaient bon train contre le Québec, en raison d'une hostilité féroce envers Duplessis. Le prétexte était son conservatisme social, mais la vraie raison, à mon avis, était tout autre: le premier ministre du Québec prêchait l'autonomie provinciale — avec sincérité ou non, je n'en sais rien —, ce qui était défier la mythologie du Canada anglophone, et, pour comble, il y mettait force persiflage et esprit frondeur. C'était plus qu'il ne fallait pour réveiller tous les démons de la québéco-phobie et de la francophobie. Aujourd'hui les réactions ne seraient plus les mêmes, le Canada confédéral étant moins chatouilleux dans sa respectabilité.

Pour ma part, je trouvais plus pénible encore un effet secondaire de toutes ces turbulences, soit une francophobie exacerbée chez une bonne partie des Franco-Ontariens, notamment parmi les universitaires.

Enfin, cette conjoncture socio-intellectuelle m'a poussé à écrire. Ma principale tribune était *Le Devoir*, grâce à l'accueil d'André Laurendeau, de Jean-Marc Léger, de Michel Roy, et aussi de Claude Ryan. J'ai aussi collaboré à des revues de toutes tendances, dont *L'Action nationale*, *Parti pris* et *Maintenant*.

Dans les années 60 est survenue la réforme scolaire à deux volets: la modernisation des structures, absolument indispensable, et le passage à une pédagogie américaine, périlleux pour le moins. Cet élément de la réforme allait lancer le Québec dans une folle équipée, à mon avis. Tout d'abord, en prenant pour modèle un système d'enseignement dont une fonction consistait à intégrer ou acculturer les éléments de la population de souche non anglo-saxonne, ce qui était légitime aux États-Unis mais suicidaire au Québec, la Commission Parent versait dans l'utopie et présumait de nos pouvoirs de québéco-cisation. Celle-ci, en effet, ne s'est effectuée

qu'en surface et de façon fragmentaire, d'où la rupture culturelle entre les générations scolaires d'avant la réforme et celles qui l'ont suivie¹. Deuxièmement, en adoptant une pédagogie issue des théories de Dewey, on a voué notre jeunesse aux maux qui avaient déjà été dénoncés dans une multitude d'ouvrages américains, ainsi que dans un ouvrage anglo-canadien qui avait fait beaucoup de bruit, soit *So Little for the Mind*, de Hilda Neatby, paru à Toronto en 1953. L'auteur y écrivait notamment: les leaders intellectuels de demain ne savent littéralement ni lire, ni écrire ni penser². Dans mon métier, nous étions en butte tous les jours à des textes qui confirmaient ce jugement, dans une certaine mesure. Les traducteurs s'irritaient au plus haut point à ce sujet, mais dans l'intimité feutrée de nos bureaux seulement. Suivre à la trace la pensée des autres n'a jamais disposé à l'audace. Quant à mes mises en garde personnelles, elles n'étaient nulle part bien accueillies. À toutes les époques, il y a des sujets interdits.

Est-ce que Hilda Neatby avait raison? Selon une dépêche de l'Associated Press parue dans *La Presse* le 30 juillet 1985, l'écrivain Jonathan Kozol estimait qu'un tiers de la population américaine était incapable de lire un journal, un livre, une feuille de sécurité sociale, etc. Avait-il été sage de mettre en péril notre identité collective pour un système d'enseignement de cet ordre?

L'incurie de tous nos gouvernements des vingt-cinq dernières années à cet égard et en ce qui concerne le «pouvoir pédagogique» m'inspire des craintes pour l'avenir. Chez moi *l'idée du Québec* ne saura être tranquille tant que la «révolution» des années soixante n'aura pas été «revue et augmentée».

1. Voir Gary Caldwell, I.Q.R.C., «Identité ethno-culturelle au Québec», *Le Devoir*, 12 mars 1982.

2. En anglais: «These intellectual leaders of the future literally cannot read, write or think» (p. 12).